

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carolle Belley, CPA auditrice, CA, atteste la véracité du rapport financier
de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2020-04-30

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal (ci-après « l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que l'entité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, s.e.n.c.

CPA, auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

Montréal, le

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	85 652 860	85 652 860	85 032 600
Transferts	4	5 086 550	14 781 061	4 229 377
Services rendus	5		223 364	228 337
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	500 000	2 210 434	1 862 184
Autres revenus	10		2 208	596
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	91 239 410	102 869 927	91 353 094
Charges				
Administration générale	14	8 674 060	5 993 577	5 874 880
Sécurité publique	15			
Transport	16	1 520 510	745 426	8 966 691
Hygiène du milieu	17	23 974 500	16 203 891	9 091 584
Santé et bien-être	18	60 861 070	38 817 635	36 423 364
Aménagement, urbanisme et développement	19	13 920 900	12 214 601	10 635 385
Loisirs et culture	20	25 500 000	25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 830 600	694 803	675 125
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	136 281 640	100 169 933	97 167 029
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(45 042 230)	2 699 994	(5 813 935)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 727 544	32 541 479
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		26 727 544	32 541 479
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		29 427 538	26 727 544

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	64 216 310	60 932 000
Débiteurs (note 5)	2	3 554 585	3 567 155
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	67 770 895	64 499 155
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 843 430	10 211 025
Revenus reportés (note 12)	12	3 559 173	4 840 219
Dette à long terme (note 13)	13	27 245 350	19 710 549
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 476 000	3 162 000
	15	42 123 953	37 923 793
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	25 646 942	26 575 362
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	3 780 596	124 562
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		27 620
	21	3 780 596	152 182
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	29 427 538	26 727 544

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(45 042 230)	2 699 994	(5 813 935)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	3 746 351)	(64 479)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		90 317	60 102
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(3 656 034)	(4 377)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		27 620	(8 802)
	11		27 620	(8 802)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(45 042 230)	(928 420)	(5 827 114)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		26 575 362	32 402 476
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		26 575 362	32 402 476
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		25 646 942	26 575 362

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 699 994	(5 813 935)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	90 317	60 102
Autres			
-	3		
-	4		
	5	2 790 311	(5 753 833)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	12 570	(1 730 029)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 367 595)	(24 111 442)
Revenus reportés	9	(1 281 046)	4 840 219
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	314 000	272 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	27 620	(8 802)
	14	(504 140)	(26 491 887)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 746 351)	(64 479)
Produit de cession	16		
	17	(3 746 351)	(64 479)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	11 000 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 444 000)	(3 372 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(21 199)	25 255
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 534 801	(3 346 745)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 284 310	(29 903 111)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	60 932 000	90 835 111
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	60 932 000	90 835 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	64 216 310	60 932 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Communauté métropolitaine de Montréal ("La Communauté") est un organisme de réglementation, planification, coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., c. C-37, 01).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal, lesquels sont établis selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des affaires municipale et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présentée aux pages 17 et 18, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présenté aux pages 23.

A) Périmètre comptable et partenariats

La Communauté ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilisation d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés pour dresser les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Communauté métropolitaine de Montréal pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la communauté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

La Communauté possède des licences d'utilisation de données numériques dans le domaine de l'orthophotographie.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Ameublement	5 ans
Équipement de bureau (informatique)	3 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Communauté métropolitaine de Montréal de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futures qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Revenus**Constatacion des revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Constatacion des revenus d'intérêts

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Constatation des revenus de quote-part

Les quotes-parts des municipalités sont constatées lorsqu'elles sont déterminées pour l'exercice auquel elles se rapportent et ce en conformité avec le règlement sur l'établissement des quotes-parts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs du régime à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé offerte aux retraités.

La **charge** est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (la Loi). S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime. Des requêtes introductives d'instances en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la cour supérieure visant à faire annuler cette loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

Un **actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs** est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fermeture de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les **obligations au titre des prestations constituées** sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des années de services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Communauté en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la **valeur des actifs** et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les **gains et les pertes actuariels** sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le **coût des services passés** découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Aucun coût pour services passés n'a été constaté pour la période.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Frais d'émission liés à la dette à long terme:

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. Le dette à long terme est présentée après déduction de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 23 604 530	20 320 220
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 40 611 780	40 611 780
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 64 216 310	60 932 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 3 328 490	3 311 096
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 57 419	16 061
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Autres	16 168 676	239 998
-	17	
	18 3 554 585	3 567 155
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(149 000)	(151 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(3 327 000)	(3 011 000)
	37	(3 476 000)	(3 162 000)

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	828 000	598 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	354 000	441 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	117 920	142 905
	43	1 299 920	1 181 905

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	906 270	1 173 466
Salaires et avantages sociaux	48	578 054	327 610
Dépôts et retenues de garantie	49		10 000
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	6 359 106	8 699 949
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	7 843 430	10 211 025

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- MAMH - Zones inondables	68	3 424 918	4 840 219
- MAMH - MAPAQ - ARTERRE	69	134 255	
-	70		
-	71		
	72	3 559 173	4 840 219

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019		2018	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	2,90	2022	2029
			73	
	27 400 000			19 844 000
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	27 400 000			19 844 000
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	
	(154 650)			(133 451)
			83	
	27 245 350			19 710 549

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	4 510 200	100	109	117	4 510 200
2021	85	93	4 628 900	101	110	118	4 628 900
2022	86	94	4 749 100	102	111	119	4 749 100
2023	87	95	3 385 500	103	112	120	3 385 500
2024	88	96	2 594 300	104	113	121	2 594 300
2025 et +	89	97	7 532 000	105	114	122	7 532 000
	90	98	27 400 000	106	115	123	27 400 000
Intérêts et frais accessoires			107	()		124	()
	91	99	27 400 000	108	116	125	27 400 000

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	25 646 942
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	25 646 942
		26 575 362

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160		187		214		
Autres	133	161		188		215		
Réseau d'électricité	134	162		189		216		
Bâtiments	135	163		190		217		
Améliorations locatives	136	164		191		218		
Véhicules	137	165		192		219		
Ameublement et équipement de bureau	138	1 367 536	166	284 913	193	220		1 652 449
Machinerie, outillage et équipement divers	139	167		194		221		
Terrains	140	168		3 461 438	195	222		3 461 438
Autres	141	169		196		223		
	142	<u>1 367 536</u>	170	<u>3 746 351</u>	197	224		<u>5 113 887</u>
Immobilisations en cours	143		171		198	225		
	144	<u>1 367 536</u>	172	<u>3 746 351</u>	199	226		<u>5 113 887</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	173		200		227		
Eaux usées	146	174		201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175		202		229		
Autres	148	176		203		230		
Réseau d'électricité	149	177		204		231		
Bâtiments	150	178		205		232		
Améliorations locatives	151	179		206		233		
Véhicules	152	180		207		234		
Ameublement et équipement de bureau	153	1 242 974	181	90 317	208	235		1 333 291
Machinerie, outillage et équipement divers	154	182		209		236		
Autres	155	183		210		237		
	156	<u>1 242 974</u>	184	<u>90 317</u>	211	238		<u>1 333 291</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>124 562</u>				239		<u>3 780 596</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242					249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		

17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	256	27 620
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	27 620
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

Les engagements contractuels au 31 décembre 2019 se répartissent comme suit:

a) Les montants exigibles avant taxes, jusqu'au 31 juillet 2024, en vertu du bail de location des locaux sont de 1 045 025 \$(2020); 1 045 025 \$(2021); 1 045 025 \$(2022); 1 045 025 \$(2023); 586 331 \$(2024) et totalisent une somme de 4 766 431 \$.

b) Le programme d'aide financière pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal adopté par la résolution CC14-016 appuie financièrement des projets d'immobilisations tels que : parcs riverains, promenades cyclables et pédestres favorisant l'accès aux rives et aux plans d'eau, aménagement de sites d'observation, quais et rampes de mise à l'eau, aménagement de sites pour la baignade, aménagement d'espaces naturels riverains, mise en valeur d'éléments patrimoniaux. L'aide financière octroyée représente un maximum de 50 % des coûts admissibles du projet. Ce programme est financé par le Fonds de développement métropolitain. Au 31 décembre 2019, une somme de 1 207 333 \$ était engagée.

c) Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain ainsi que le Programme d'aide financière pour le projet d'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont-Saint-Hilaire. La mise en place de ces programmes fait suite à la signature de deux ententes avec le gouvernement du Québec. Les coûts admissibles des projets sont répartis tiers-tiers-tiers entre le gouvernement, la CMM et l'organisme. Au 31 décembre 2019, une somme de 23 942 148 \$ était engagée pour la Trame et une somme de 10 893 963 \$ pour le sentier. Ce programme est financé par le Fonds de développement métropolitain. Ces sommes représentent les parts de la CMM et du gouvernement.

d) Le Programme d'aide financière à la conception de l'aménagement des aires TOD de la Communauté adopté par la résolution CC13-012 et modifié par la résolution numéro CC18-003 appuie financièrement des projets d'aménagement tels que: améliorer l'intégration des points d'accès au transport collectif, moduler la densité de l'aire TOD de manière à assurer une gradation de celle-ci à partir du point d'accès au transport en commun, favoriser une mixité et une meilleure intégration des commerces, services, résidences et institutions, favoriser la construction d'une gamme diversifiée de logements (typologies et tenures). Ce programme est financé par le Fonds de développement métropolitain. Au 31 décembre 2019, une somme de 1 750 000 \$ était engagée.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

Les données budgétaires présentées ont été approuvées par le conseil (CC18-043) le 05 novembre 2018.

24. Instruments financiers**Financement à long terme des activités de fonctionnement :**

La Communauté a adopté le règlement 2005-31 autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ aux fins du remboursement de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec. Le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a approuvé le règlement d'emprunt 2005-31 le 2 août 2005.

La Communauté a adopté le règlement 2013-58 autorisant un emprunt de 33 725 000 \$ relativement à des projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue (TVB) sur le territoire métropolitain et du projet d'aménagement d'un Sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont-Saint-Hilaire. Le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a approuvé le règlement d'emprunt 2013-58 le 14 juin 2013.

La Communauté a adopté le règlement 2016-67 autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ relativement à des projets contribuant à la mise en place de la TVB. Le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a approuvé le règlement d'emprunt 2016-67 le 7 avril 2016.

La Communauté a adopté le règlement 2016-69 autorisant un emprunt de 53 000 000 \$ aux fins du remboursement par la Communauté de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis Québec. Le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a approuvé le règlement d'emprunt 2016-69 le 14 décembre 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Logement social :

Les disponibilités du fonds de logement social pourront être affectées à des projets en cours de réalisation conformément aux obligations imposées à la Communauté en vertu des articles 152 à 153.1 de la loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	85 652 860	85 652 860		85 652 860	85 032 600
Transferts	4	5 086 550	14 781 061		14 781 061	4 229 377
Services rendus	5		223 364		223 364	228 337
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	500 000	2 210 434		2 210 434	1 862 184
Autres revenus	10		2 208		2 208	596
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	91 239 410	102 869 927		102 869 927	91 353 094
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20					
	21	91 239 410	102 869 927		102 869 927	91 353 094
Charges						
Administration générale	22	8 674 060	5 943 150	50 427	5 993 577	5 874 880
Sécurité publique	23					
Transport	24	1 520 510	743 670	1 756	745 426	8 966 691
Hygiène du milieu	25	23 974 500	16 197 182	6 709	16 203 891	9 091 584
Santé et bien-être	26	60 861 070	38 815 598	2 037	38 817 635	36 423 364
Aménagement, urbanisme et développement	27	13 920 900	12 185 213	29 388	12 214 601	10 635 385
Loisirs et culture	28	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 830 600	694 803		694 803	675 125
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		90 317	(90 317)		
	33	136 281 640	100 169 933		100 169 933	97 167 029
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(45 042 230)	2 699 994		2 699 994	(5 813 935)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(45 042 230)	2 699 994	(5 813 935)
Moins: revenus d'investissement	2	() ()	() ()	() ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(45 042 230)	2 699 994	(5 813 935)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		90 317	60 102
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		90 317	60 102
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	31 432 490	11 000 000	
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 444 000)	(3 444 000)	(3 372 000)
	18	27 988 490	7 556 000	(3 372 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	() ()	284 913	(64 479)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	5 177 200	5 037 960	5 508 317
Réserves financières et fonds réservés	22	11 876 540	(8 719 020)	11 179 432
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	17 053 740	(3 965 973)	16 623 270
	26	45 042 230	3 680 344	13 311 372
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 380 338	7 497 437

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(188 766)	(64 479)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(3 557 585)	()
Loisirs et culture	8	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(3 746 351)	(64 479)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	284 913	64 479
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	3 461 438	
	18	3 746 351	64 479
	19		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	8 642 900	7 624 861	6 662 839
Charges sociales	2	3 274 500	2 317 609	2 017 944
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	5 642 630	3 280 832	3 068 604
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 824 100	582 786	549 514
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec	9			
et ses entreprises	10			
D'autres tiers	11	6 500	112 017	125 611
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12			
Transferts	13			
Autres	14	108 219 030	78 852 193	77 600 195
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	7 337 980	7 176 422	7 082 220
Amortissement des immobilisations	17		90 317	60 102
Autres				
- Art. 165 Loi CMM (1% imprévus)	18	1 334 000	132 896	
-	19			
-	20			
	21	136 281 640	100 169 933	97 167 029

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13

	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice 16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 539 557	4 109 219
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 653 724	5 841 684
Réserves financières et fonds réservés	3	44 853 661	36 496 079
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	(23 619 404)	(19 719 438)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 427 538	26 727 544
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 539 557	4 109 219
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 539 557	4 109 219
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Bouclage	12	4 850 000	4 850 000
- Cours d'eau locaux	13	1 803 724	991 684
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	6 653 724	5 841 684
Organismes contrôlés et partenariats ¹	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	6 653 724	5 841 684
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds du logement social	45	6 287 157	7 623 480
- Fonds développement métró	46	38 566 504	28 872 599
	47	44 853 661	36 496 079
	48	44 853 661	36 496 079

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () ()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 () ()	
	84	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 3 780 596	124 562
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 3 780 596	124 562
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 3 780 596	124 562
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (27 245 350) (19 710 549)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (154 650) (133 451)	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (27 400 000) (19 844 000)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	
	100 (27 400 000) (19 844 000)	
	101 (23 619 404)	(19 719 438)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des employés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année. À noter que conformément à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, la disposition d'indexation automatique a été abolie et a été remplacée par une indexation ad hoc pour les participants actifs.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,05 % du salaire incluant une cotisation de stabilisation égale à 0,9 % du salaire. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour chaque année de service crédité, moins la rente de raccordement. Une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans et est égale à 25% du salaire final moyen, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au moment de la retraite, multiplié par le ratio du nombre d'années de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, sur 35. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0,25 % par mois précédant l'atteinte de la règle de 90 points (âge et années de service) ou de l'âge de 65 ans, selon le premier événement. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2,0 %, et ajustée pour les participants actifs au prorata en fonction de la réserve de stabilisation disponible.

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées. Le régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées est offert aux officiers de la CMM et n'est pas contributif, toutefois, il contient une provision pour cotisations fictives. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations fictives des participants s'élèvent à 9,0 % du salaire moins les cotisations versées au Régime de retraite des employés de la Communauté métropolitaine de Montréal (le « Régime enregistré »). La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel des cotisations fictives, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré. De plus, la rente de raccordement est égale à 0,5 % du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente de raccordement qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré.

La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement selon une formule en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0,50% par mois d'anticipation avant 55 ans et 0,25 % par mois entre l'âge de 55 ans et l'atteinte de la règle de 80 points (âge et années de service) ou de l'âge de 60 ans, selon le premier événement.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2016 pour le régime de retraite enregistré et le 31 décembre 2019 pour le régime supplémentaire.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (151 000)	(286 000)
Charge de l'exercice	4 (828 000)	(598 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 830 000	733 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(149 000)</u>	<u>(151 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 20 693 000	17 271 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>21 651 000</u>)	(<u>18 086 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (958 000)	(815 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>809 000</u>	<u>664 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (149 000)	(151 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(149 000)</u>	<u>(151 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>20 693 000</u>	<u>17 271 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>21 651 000</u>)	(<u>18 086 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>958 000</u>)	(<u>815 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 344 000	1 126 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>16 000</u>	<u>16 000</u>
	20 <u>1 344 000</u>	<u>1 142 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 (567 000)	(443 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 <u>777 000</u>	<u>699 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 23 000	19 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(16 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	(122 000)
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>800 000</u>	<u>580 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>959 000</u>	<u>916 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>931 000</u>)	(<u>898 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>28 000</u>	<u>18 000</u>
Charge de l'exercice	<u>828 000</u>	<u>598 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 495 000	(189 000)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (931 000)	(898 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 564 000	(1 087 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 732 000)	917 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (470 000)	(451 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 958 000	815 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 1 730 000	1 515 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 407 000	711 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,11 %	5,16 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,25 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Un régime complémentaire de retraite est offert aux retraités et à leurs personnes à charge. Ce régime comprend une protection pour l'assurance santé.

La protection d'assurance santé couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux et les soins dentaires. La couverture cesse au décès du participant retraité.

Les primes du programme d'assurance santé sont payées à 82.0% par l'employeur et à 18.0% par le participant retraité. Dans le cas de la couverture des médicaments, une surprime est payable par tout participant retraité de 65 ans ou plus. Le participant doit acquitter la surprime de la couverture pour le régime public d'assurance médicaments. Le régime complémentaire de retraite continue alors à rembourser la différence entre ce qui aurait été payable au retraité participant si ce dernier avait acquitté la surprime et le remboursement effectué par le régime public d'assurance médicaments.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2018 pour le régime complémentaire de retraite pour les retraités et leurs personnes à charge.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (3 011 000)	(2 604 000)
Charge de l'exercice	56 (354 000)	(441 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 38 000	34 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(3 327 000)</u>	<u>(3 011 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 937 000)	(2 111 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 937 000)	(2 111 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (390 000)	(900 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (3 327 000)	(3 011 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(3 327 000)</u>	<u>(3 011 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 937 000)	(2 111 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(2 937 000)</u>	<u>(2 111 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 326 000	310 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>326 000</u>	<u>310 000</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 326 000	310 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (51 000)	29 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>275 000</u>	<u>339 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 79 000	102 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>79 000</u>	<u>102 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>354 000</u>	<u>441 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (459 000)	1 266 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 38 000	34 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,75 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,65 %	4,65 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 029
Autres hypothèses économiques		
- Frais	104 23	23
- Taxe de vente	105 9	9

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>53</u>	<u>60</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>38 896</u>	<u>42 406</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	117 920	142 905
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>117 920</u>	<u>142 905</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79	3 394 327	3 300 000
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85	20 998	
Autres	86	11 365 736	929 377
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	14 781 061	4 229 377

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	92	
Sécurité publique		
Police	93	
Sécurité incendie	94	
Sécurité civile	95	
Autres	96	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	97	
Enlèvement de la neige	98	
Autres	99	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	100	
Transport adapté	101	
Transport scolaire	102	
Autres	103	
Transport aérien	104	
Transport par eau	105	
Autres	106	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	
Traitement des eaux usées	109	
Réseaux d'égout	110	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	111	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	112	
Tri et conditionnement	113	
Autres	114	
Autres	115	
Cours d'eau	116	
Protection de l'environnement	117	
Autres	118	
Santé et bien-être		
Logement social	119	
Sécurité du revenu	120	
Autres	121	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	122	
Rénovation urbaine	123	
Promotion et développement économique	124	
Autres	125	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	126	
Activités culturelles		
Bibliothèques	127	
Autres	128	
Réseau d'électricité	129	
	130	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	14 781 061	4 229 377

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172	223 364	204 386
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		23 951
Autres	175		
	176	223 364	228 337
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	223 364	228 337

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffes et application de la loi	183	
Évaluation	184	
Autre	185	
	186	
Sécurité publique		
Police	187	
Sécurité incendie	188	
Sécurité civile	189	
Autres	190	
	191	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	192	
Enlèvement de la neige	193	
Autres	194	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	195	
Transport adapté	196	
Transport scolaire	197	
Autres	198	
Autres	199	
	200	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201	
Réseau de distribution de l'eau potable	202	
Traitement des eaux usées	203	
Réseaux d'égout	204	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	205	
Matières recyclables	206	
Autres	207	
Cours d'eau	208	
Protection de l'environnement	209	
Autres	210	
	211	
Santé et bien-être		
Logement social	212	
Sécurité du revenu	213	
Autres	214	
	215	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	216	
Rénovation urbaine	217	
Promotion et développement économique	218	
Autres	219	
	220	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	221	
Activités culturelles		
Bibliothèques	222	
Autres	223	
	224	
Réseau d'électricité	225	
	226	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	228 337

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228		
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	233		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	235	2 210 434	1 862 184
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 208	596
	245	2 208	596
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	246		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	1 407 862		1 407 862	1 480 558
Greffe et application de la loi	2	639 796	3 494	643 290	612 508
Gestion financière et administrative	3	3 895 492	46 933	3 942 425	3 781 814
Évaluation	4				
Gestion du personnel	5				
Autres					
-	6				
-	7				
	8	5 943 150	50 427	5 993 577	5 874 880
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9				
Sécurité incendie	10				
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13				
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	743 670	1 756	745 426	8 966 691
	22	743 670	1 756	745 426	8 966 691

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Réalizations 2019			Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	16 197 182	6 709	16 203 891	9 091 584
		16 197 182	6 709	16 203 891	9 091 584
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	38 291 896	2 037	38 293 933	35 923 986
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	523 702		523 702	499 378
	44	38 815 598	2 037	38 817 635	36 423 364
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 705 347	29 388	4 734 735	4 052 543
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	7 479 866		7 479 866	6 582 842
	52	12 185 213	29 388	12 214 601	10 635 385

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	25 500 000		25 500 000	25 500 000
	60	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	25 500 000		25 500 000	25 500 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	582 786		582 786	549 514
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	107 000		107 000	120 000
Autres	72	5 017		5 017	5 611
	73	694 803		694 803	675 125
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	90 317	(90 317)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rémunération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	284 913	64 479
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20	3 461 438	
Autres	21		
	22	3 746 351	64 479

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 746 351	64 479
	34	3 746 351	64 479

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 844 000	11 000 000	3 444 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	19 844 000	11 000 000	3 444 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18			
	19	19 844 000	11 000 000	3 444 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	19 844 000	11 000 000	3 444 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	27 400 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	27 400 000
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	17	27 400 000
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	27 400 000
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	27 400 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
66112	Baie-D'Urfé	68 451
66107	Beaconsfield	176 312
66058	Côte-Saint-Luc	221 391
66142	Dollard-Des Ormeaux	308 020
66087	Dorval	325 340
66062	Hampstead	86 352
66102	Kirkland	191 160
66092	L'Île-Dorval	612
66023	Montréal	12 640 410
66007	Montréal-Est	69 736
66047	Montréal-Ouest	46 363
66072	Mont-Royal	335 240
66097	Pointe-Claire	350 501
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	49 848
66127	Senneville	21 141
66032	Westmount	421 571
65005	Laval	2 778 254
58033	Boucherville	408 314
58007	Brossard	633 303
58227	Longueuil	1 303 631
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	239 695
58012	Saint-Lambert	188 477
73015	Blainville	371 319
73005	Boisbriand	179 622
73030	Bois-des-Filion	49 216
60005	Charlemagne	28 219
72010	Deux-Montagnes	76 235
60028	L'Assomption	114 337
73025	Lorraine	61 035
64015	Mascouche	257 778
74005	Mirabel	365 809
72032	Oka	30 053
72020	Pointe-Calumet	24 253
60013	Repentigny	441 395
73020	Rosemère	131 555
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	66 652
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	89 485
73010	Sainte-Thérèse	140 634
72005	Saint-Eustache	261 859
72025	Saint-Joseph-du-Lac	38 827
60020	Saint-Sulpice	18 592
64008	Terrebonne	642 928
70022	Beauharnois	64 951
57040	Beloeil	139 263
59030	Calixa-Lavallée	5 370
67020	Candiac	174 845

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
57010	Carignan	78 622
57005	Chambly	179 462
67050	Châteauguay	234 464
59035	Contrecoeur	57 260
67025	Delson	50 970
71100	Hudson	52 543
71095	L'Île-Cadieux	3 359
71060	L'Île-Perrot	57 442
67015	La Prairie	154 684
67055	Léry	18 280
71050	Les Cèdres	40 608
57025	McMasterville	29 399
67045	Mercier	67 443
57035	Mont-Saint-Hilaire	135 009
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	69 092
57030	Otterburn Park	43 032
71070	Pincourt	79 248
71055	Pointe-des-Cascades	7 973
55057	Richelieu	31 635
59015	Saint-Amable	57 677
57020	Saint-Basile-le-Grand	94 029
67035	Saint-Constant	143 364
67030	Sainte-Catherine	86 213
59010	Sainte-Julie	185 505
67040	Saint-Isidore	18 828
57033	Saint-Jean-Baptiste	19 026
71105	Saint-Lazare	131 428
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	26 058
67005	Saint-Mathieu	13 649
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	30 109
67010	Saint-Philippe	41 658
71075	Terrasse-Vaudreuil	8 821
59020	Varenes	164 354
71083	Vaudreuil-Dorion	303 491
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	11 246
59025	Verchères	35 665

1

27 400 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3		
Frais de financement	4		
Autres	5	3 746 351	64 479
	6	3 746 351	64 479

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
66112	Baie-D'Urfé	152 015
66107	Beaconsfield	391 881
66058	Côte-Saint-Luc	492 513
66142	Dollard-Des Ormeaux	685 208
66087	Dorval	722 043
66062	Hampstead	191 789
66102	Kirkland	424 649
66092	L'Île-Dorval	1 357
66023	Montréal	39 481 908
66007	Montréal-Est	154 605
66047	Montréal-Ouest	103 045
66072	Mont-Royal	744 075
66097	Pointe-Claire	778 551
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	110 721
66127	Senneville	46 913
66032	Westmount	935 344
65005	Laval	9 226 404
58033	Boucherville	1 359 663
58007	Brossard	2 110 682
58227	Longueuil	4 347 363
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	798 321
58012	Saint-Lambert	627 974
73015	Blainville	1 238 036
73005	Boisbriand	598 694
73030	Bois-des-Filion	164 035
60005	Charlemagne	94 158
72010	Deux-Montagnes	254 476
60028	L'Assomption	381 777
73025	Lorraine	203 493
64015	Mascouche	860 031
74005	Mirabel	1 220 193
72032	Oka	100 186
72020	Pointe-Calumet	80 961
60013	Repentigny	1 470 811
73020	Rosemère	437 668
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	222 358
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	298 794
73010	Sainte-Thérèse	468 688
72005	Saint-Eustache	873 245
72025	Saint-Joseph-du-Lac	129 416
60020	Saint-Sulpice	62 084
64008	Terrebonne	2 143 636
70022	Beauharnois	215 186
57040	Beloeil	461 036
59030	Calixa-Lavallée	17 742

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Code géographique	Municipalité	Montant
67020	Candiac	583 257
57010	Carignan	260 460
57005	Chambly	594 997
67050	Châteauguay	782 003
59035	Contrecoeur	189 566
67025	Delson	170 003
71100	Hudson	174 904
71095	L'Île-Cadieux	11 196
71060	L'Île-Perrot	191 709
67015	La Prairie	516 035
67055	Léry	60 944
71050	Les Cèdres	135 397
57025	McMasterville	97 406
67045	Mercier	223 467
57035	Mont-Saint-Hilaire	446 230
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	230 541
57030	Otterburn Park	142 493
71070	Pincourt	264 416
71055	Pointe-des-Cascades	26 641
55057	Richelieu	104 629
59015	Saint-Amable	191 308
57020	Saint-Basile-le-Grand	311 340
67035	Saint-Constant	478 312
67030	Sainte-Catherine	287 510
59010	Sainte-Julie	618 632
67040	Saint-Isidore	62 988
57033	Saint-Jean-Baptiste	62 967
71105	Saint-Lazare	438 385
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	86 198
67005	Saint-Mathieu	45 599
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	99 504
67010	Saint-Philippe	139 148
71075	Terrasse-Vaudreuil	29 393
59020	Varenes	544 003
71083	Vaudreuil-Dorion	1 011 978
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	37 475
59025	Verchères	118 098
	1	85 652 860

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<u>Code géographique</u>	<u>Municipalité</u>	<u>Montant</u>
	Certaines municipalités	
		2
		3
		85 652 860

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		<u>2019</u> Réalizations	<u>2018</u> Réalizations
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 801 792	7 357 570
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10	446 111	688 247
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22	1 597 443	1 424 763
Santé et bien-être			
Logement social	23	36 495 000	36 495 000
Autres	24	4 630 860	4 489 900
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	1 246 548	1 034 674
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	7 935 106	8 042 446
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	25 500 000	25 500 000
	32	85 652 860	85 032 600

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	14 480,00	1 382 529	291 804	1 674 333
Professionnels	2	66,00	35,00	119 634,00	5 414 853	1 668 396	7 083 249
Cols blancs	3						
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	74,00		134 114,00	6 797 382	1 960 200	8 757 582
	9	57,00			827 479	357 409	1 184 888
	10	131,00			7 624 861	2 317 609	9 942 470

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	14 781 061				14 781 061
	17	14 781 061				14 781 061

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	42 659	50 611
	4	42 659	50 611
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	2 557	2 232
	15	2 557	2 232
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	144 731	24 384
	26	144 731	24 384
Santé et bien-être			
Logement social	27	457 069	552 238
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	457 069	552 238
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	39 901	35 916
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	7 886	9 744
Autres	34		
	35	47 787	45 660
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	694 803	675 125

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019*Non audité***Rémunération
(excluant charges
sociales)****Allocation de
dépenses**

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

- | | OUI | NON | S.O. |
|--|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | |
|---|----------------------------|----------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 7 | _____ | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

OUI

NON

La question 13 s'adresse aux MRC seulement

13. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

62

63

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Carolle Belley, CPA, auditrice CA , atteste que le rapport financier de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-04-30 .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Communauté métropolitaine de Montréal .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Communauté métropolitaine de Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Communauté métropolitaine de Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celles(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-30 12:18:43

Date de transmission au Ministère : 2020/04/30